

APPEL À CONTRIBUTIONS

« Pétropolitiques aux Suds »

Revue internationale des études du développement n°250 (2022-3)

Coordination du numéro

- **Fatiha Talahite** (fatiha.talahite@cnrs.fr), économiste, chercheure CNRS, GTM-Cresppa, France
- **Brenda Rousset Yopez** (brendayopez@gmail.com), socio-démographe, Professeure à l'université centrale du Venezuela

En hommage à [Paula Vasquez](#)¹

De la malédiction des ressources à la transition énergétique

L'intérêt des sciences sociales pour le fait pétrolier et gazier² dans les pays exportateurs des suds s'est surtout focalisé sur l'étude des effets de ces ressources sur les États et les économies, en termes, d'une part, de redistribution d'une richesse en période de boom créant l'illusion du développement et de la prospérité mais produisant d'importantes inégalités sociales et, d'autre part, de chocs pétroliers qui déstabilisent les régimes et mettent les économies à rude épreuve. Ces questions ont été analysées en profondeur par les sciences économiques et politiques, en particulier à travers les théories de la rente pétrolière (Sid Ahmed, 1988), de la malédiction des ressources (Lynn 1997 ; Smith, 2007 ; Ross, 2013) et du Dutch Disease (Corden, 1984). Mais la systématisation et la banalisation de ces notions ont abouti à une schématisation et une simplification à outrance, comme c'est le cas de travaux qui tendent à tout rapporter à la rente (Talahite, 2012), ce qui contribue à mettre à l'écart d'autres dimensions et d'autres déterminants du phénomène.

Certains tentent de dépasser le réductionnisme auquel a mené la généralisation de ces théories, en multipliant les études de cas et les comparaisons entre pays. Smith (2007) compare les politiques pétrolières de l'Iran et l'Indonésie, tandis que Thad Dunning (2008), s'appuie sur des études de cas détaillées par pays et des études de terrain en Amérique latine et en Afrique. Terry Lynn Karl (1997), qui a élargi son enquête à des régimes aussi différents que le Venezuela, l'Iran, le Nigeria, l'Algérie et l'Indonésie, en conclut que les pays pétroliers, bien qu'apparemment disparates, sont caractérisés par des classes sociales et des modèles d'action collective similaires. Les études comparatives présentées par McNeish et Logan (2012) s'étendent de l'Europe du Nord au Caucase, du Golfe de Guinée à l'Amérique latine.

Au-delà des études empiriques, des auteurs tentent d'innover sur le plan théorique. Terry Lynn Karl (1997) combine approche structurelle et analyse fondée sur les choix pour mettre en lumière la manière dont les décisions des autorités politiques sont intégrées à des institutions qui interagissent avec les marchés nationaux et internationaux. Sa démarche, qu'elle nomme

¹ En hommage à Paula Vasquez, anthropologue, chargée de recherche au CNRS, [qui nous quitte prématurément](#) le 22 mars 2021.

² A ce niveau de généralisation, nous parlons sans distinction du pétrole et du gaz, étant entendu que ces deux sources d'énergie présentent des différences à bien des égards.

« contingence structurée », part du secteur de pointe d'un État pour identifier une série de choix décisionnels, et débouche sur l'examen de la dynamique de l'État lui-même. Elle met en lumière les multiples facteurs - économiques, politiques et sociaux - qui déterminent la nature de l'État pétrolier, de la cohérence des bureaucraties publiques au degré de centralisation, en passant par les modèles d'élaboration des politiques. Benjamin Smith (2007) considère ces ressources comme une opportunité politique plutôt qu'une simple variable structurelle. Thad Dunning (2008) s'appuie sur la théorie des jeux et la modélisation statistique pour construire et tester une théorie qui explique les variations politiques entre les États riches en ressources. Cependant, ces innovations théoriques restent marginales et n'ont pas fondamentalement bouleversé l'approche pas les sciences sociales des phénomènes liés aux hydrocarbures.

Une grande partie de la littérature converge vers l'idée de non-durabilité des États rentiers. D'un point de vue politique, la rente affaiblirait les institutions et minerait l'État de droit. La science politique a étudié la relation entre pétrole et régime politique (autocratie vs démocratie), et nombreux sont les auteurs qui ont établi un lien de causalité entre rente pétrolière et autoritarisme. D'autres ont remis en question cette thèse, qu'ils considèrent comme une idée reçue. Pour Thad Dunning (2008), le pétrole comme d'autres formes de richesse minérale peuvent promouvoir autoritarisme et démocratie, selon des mécanismes différents, dont la compréhension peut aider à déterminer lequel de ces effets primera. Mais là encore, le couple démocratie/autocratie est réducteur. Terry Lynn (1997) tente de déplacer cette opposition pour montrer comment la dépendance au pétrole déstabilise les régimes en renforçant les intérêts liés à cette ressource et en affaiblissant la capacité de l'État, au détriment de l'art de gouverner. Benjamin Smith (2007) met l'accent sur le rôle des acteurs étatiques et de l'opposition dans l'utilisation de ces ressources et montre que leurs effets sur la politique et la durabilité du régime varient selon les circonstances dans lesquelles les exportations de pétrole deviennent une part importante de l'économie.

Timothy Mitchell (2013) soutient l'idée que les régimes politiques « démocratiques » ont été largement déterminés par les propriétés géophysiques des principales énergies carbonées, le charbon d'abord, puis le pétrole. Selon lui, le charbon fut à l'origine des premières démocraties de l'ère moderne, par le pouvoir qu'il donnait à ses producteurs qui leur permit de créer syndicats et partis de masse. Pour contourner ces réseaux et ces pouvoirs établis, les classes dominantes organisèrent grâce au pétrole une transition énergétique à l'échelle mondiale. Un autre régime s'est ainsi mis en place s'appuyant sur le pétrole, où la paix sociale et la prospérité des « démocraties » occidentales reposaient sur « l'autoritarisme moyen-oriental », et dont l'objectif de croissance illimitée est devenu une religion. Constatant que ce système est au bord de l'effondrement, Timothy Mitchell se pose la question de savoir si les énergies post-pétrole donneront naissance à des régimes réellement démocratiques. Cependant, son analyse est centrée sur les pays occidentaux, et il ne voit les pays producteurs qu'à travers le prisme réducteur de l'« autoritarisme moyen-oriental ». La réalité de ces pays est pourtant plus complexe, comme l'illustre l'exemple du Venezuela (Vasquez, 2019 ; Strønen, 2012 ; Coronil, 1997).

Jusqu'à récemment, la problématique de l'après-pétrole renvoyait à l'épuisement des réserves de pétrole facilement exploitables, du fait de l'augmentation du coût marginal du baril jusqu'au point où il ne serait plus économiquement rentable de l'extraire. Cette échéance était cependant régulièrement repoussée par la découverte de nouveaux gisements, le progrès technique et, depuis peu, l'exploitation des pétrole et gaz de schiste. Par ailleurs, même si le coût des énergies renouvelables diminuait, elles étaient encore loin de concurrencer les combustibles fossiles traditionnels. Mais le réchauffement climatique et, plus largement, l'aggravation rapide des effets nocifs des énergies carbonées sur l'environnement à l'échelle de l'ensemble de la planète, a accéléré la prise de conscience de l'urgence de la transition énergétique. Reda Cherif *et al.* (2021), à partir d'une modélisation des changements technologiques dans les transports, prédisent que le pétrole en tant que carburant principal pourrait avoir une durée de vie beaucoup plus courte que prévu. La baisse de la demande qui en résulterait ne serait pas compensée par celle des autres utilisations du pétrole. Au contraire, les progrès technologiques et les substituts dans l'utilisation des plastiques et du pétrole dans l'industrie et le transport non routier pourraient réduire presque entièrement la demande de pétrole. La transition pourrait même être accélérée par une flambée des prix résultant d'un déséquilibre à court terme entre l'offre et la demande, en raison d'un sous-investissement dans le pétrole. Ces auteurs considèrent que la croissance attendue dans les économies émergentes (en particulier, Inde et Chine) n'empêcherait pas le déclin du pétrole. Ce contexte, qui bouleverse la donne pour les pays pétroliers des suds, appelle à un changement radical d'approche (Olawuyi, 2022). Désormais, il ne s'agit plus d'aménagements, ni même d'une simple « diversification » de leurs exportations, mais d'une reconversion de fond en comble de leur modèle économique fondé sur l'exportation d'hydrocarbures.

L'approche économique dans les pays producteurs des suds a longtemps été dominée par la problématique de la dépendance au pétrole. La nécessité pour ces pays de réduire cette dépendance extérieure fut d'abord formulée comme un objectif de développement, dans la continuité de la lutte contre l'extractivisme colonial, avant que ce discours ne soit relayé par les institutions financières internationales, qui ont fait de la diversification des exportations un leitmotiv contre les

déséquilibres financiers et structurels provoqués par cette dépendance, quitte paradoxalement à préconiser d'étendre l'extraction à d'autres ressources naturelles.

Aujourd'hui, l'impératif de transition énergétique en a fait une question dépassant largement l'intérêt des pays concernés, à partir du moment où des institutions, des organisations, voire certains États engagés dans ce combat à l'échelle internationale s'opposent activement aux investissements dans les hydrocarbures au nom de la protection de l'environnement et de la diminution des émanations des gaz à effet de serre. Cela fait réagir au sud, notamment en Afrique, dans la mesure où cela pénalise les économies de pays qui ne sont pas responsables du réchauffement climatique. Ainsi, des experts du sud considèrent que, même s'ils s'engagent dans la transition énergétique, ces pays doivent pouvoir consolider leurs capacités de production d'hydrocarbures, tant pour financer leur développement que pour assurer leur sécurité énergétique.

L'abandon du pétrole a d'importantes implications politiques et socio-économiques. Mais là encore, la question de la transition énergétique est généralement abordée du point de vue des pays riches, gros consommateurs d'énergie, en termes de transformation de leurs modes de consommation et de production, souvent coûteuse et nécessitant un haut niveau d'innovation technologique, rarement de celui des pays du sud, pour lesquels comme ce fut le cas pour le charbon, le pétrole pourrait devenir l'« énergie du pauvre ».

Aborder le pétrole comme un « fait social total » qui a marqué la modernité dans les pays producteurs

Pour ce dossier thématique, nous envisageons une approche étendue des mondes des hydrocarbures, allant de l'économie aux questions culturelles, en passant par l'histoire, la politique, la démographie, la sociologie, l'anthropologie. Notre ambition est de dépasser une conception qui réduit les pays pétroliers à des boîtes noires d'où sortent des flux de pétrole et de gaz et où entrent des flux financiers, et qui ramène tout à ce seul enjeu (économique, politique, géopolitique). En effet, la chaîne du pétrole, depuis l'exploration, jusqu'à la consommation domestique et/ou l'exportation, en passant par la découverte, la production, etc., impacte de multiples façons l'économie, l'État et les politiques publiques, la société, les territoires, les populations, les modes de vie, de production, de consommation, d'approvisionnement, mais aussi les luttes sociales et politiques. La problématisation des aspects socio-culturels du pétrole et de l'industrie des hydrocarbures s'avère une manière originale d'aborder ces questions (Wilson *et al.*, 2017 ; Ross & Worden, 2014). Consumérisme, exubérance, urbanisation abrupte : les enjeux sociaux des populations liées au pétrole – par le travail, par l'espace, par l'économie – sont peu connus.

D'une part, le pétrole est une source d'énergie qui a créé les conditions matérielles pour les économies contemporaines, le commerce mondial, la croissance démographique, la migration rurale-urbaine. C'est en même temps une source de richesse qui façonne le pouvoir de l'État dans les pays pétroliers. D'autre part, les hydrocarbures sont associés aux représentations d'un monde de puissants, dominé par des intérêts obscurs, des espaces tant clôturés pour des raisons de sécurité, qu'hermétiques au débat public de la cité. Par conséquent, les études sur le pétrole et l'ethnographie de ce type d'environnements sociaux portent en elles une sorte de poids, de stigmate, celui d'un imaginaire culturel d'un mode énergétique qu'il faut absolument dépasser mais sans pour autant y réussir. La modernité dans ces pays est intrinsèquement liée au secteur des hydrocarbures et à ses effets sur tous les domaines de la vie sociale. Ce dossier thématique vise notamment à explorer les processus qui ont conduit les pays qui se développent avec le pétrole à une « modernisation » différente de celle des pays qui se sont industrialisés avec le charbon puis ont été « refaçonnés » par le pétrole, comme la Grande-Bretagne (Marriott, 2021 ; McNeish & Logan, 2012).

L'approche que nous favorisons, que nous désignons par *Pétropolitiques*, dans le prolongement du concept de « pétrocultures » de Wilson *et al.* (2017), consiste à considérer le pétrole comme un « fait social total » et à en examiner les différentes manifestations. Parler de pétrole, au-delà d'une rente immatérielle circulant dans la sphère financière, ramène à la réalité d'une matière sale et polluante, dans laquelle sont englués des hommes et des femmes-pétrole, des villes-pétrole (Vasquez, 2019), des peuples et des pays-pétrole, dont la survie dépend, et que l'abandon risque fort de laisser sur le carreau. Avant de provoquer le réchauffement climatique planétaire, le pétrole a impacté *in situ* des territoires, des communautés humaines, des écosystèmes. Cet angle d'approche incite à une relecture critique de l'abondante littérature sur les pays pétroliers des suds, afin d'aborder différemment les phénomènes liés au pétrole, établir de nouvelles connexions entre eux et lever le voile sur ceux qui ne sont que peu ou pas étudiés. Par exemple, la manière dont les individus, les institutions, les sociétés s'adaptent et se réinventent dans un contexte dominé par le fait pétrolier. Ou encore, l'existence dans les pays producteurs de puissants lobbys du pétrole et du gaz, publics et/ou privés, en connexion avec les multinationales du secteur des hydrocarbures, des États clients et d'autres réseaux internationaux, qui freinent tant la transition énergétique que la diversification de la production et des exportations (Manley & Heller, 2021 ; Heller & Mihalyi, 2019).

Trois axes thématiques

Pour orienter les contributions à ce dossier, nous proposons trois axes thématiques, étant entendu qu'un article pourra éventuellement s'inscrire dans plusieurs axes. Il est vivement encouragé d'inclure étude(s) de cas et/ou comparaisons internationales.

- **Soutenabilité des modèles politiques, économiques et sociaux des pays pétroliers des suds**
 - Interroger les politiques de gestion des ressources en hydrocarbures et leurs effets sur le développement économique, social et environnemental des pays producteurs et exportateurs. Les sociétés basées sur la dépendance économique à une énergie fossile génèrent-elles la vulnérabilité humaine ? Comment cette dépendance se traduit-elle en termes de systèmes politiques, de gouvernance, d'inclusion/exclusion des populations, de modèle agroalimentaire basé sur l'importation, de politiques d'emploi et de politiques migratoires ? Dans quelle mesure les individus, les économies et les sociétés font-ils face et s'adaptent-ils ?
 - La redistribution de ressources pétrolières a-t-elle permis de résorber significativement les inégalités ou a-t-elle au contraire contribué dans certains cas à les creuser, voire en créer de nouvelles ? Il s'agira d'analyser et comparer l'expérience des pays pétroliers des suds en matière de distribution des revenus pétroliers par le biais de politiques de subventions, qu'elles soient directes (prix de soutien des produits de base, de l'énergie, de l'eau, des transports) ou indirectes (dépenses publiques dans le logement, l'emploi, la santé, l'éducation, les infrastructures, l'industrie). Comment ces politiques publiques, bien que guidées par des arguments égalitaires, conduisent-elles à un modèle insoutenable d'inégalités ? Comment les réformer, quelles sont les alternatives ? Le problème du pétrole et de la pauvreté se résoudra-t-il avec l'assèchement de cette manne ?
 - Enjeux de la transition énergétique pour les pays pétroliers des suds : comment favoriser la transition énergétique dans un pays pétrolier, alors que tout son modèle économique, politique et de société est fondé sur les énergies fossiles ? Quelles sont les forces qui lui sont favorables et celles qui s'y opposent activement (lobbies locaux du pétrole et du gaz, de l'automobile, du plastique et leurs connexions internationales) ? Les pays sont-ils au même stade, quels sont ceux qui ont déjà engagé cette transition et sont avancés dans cette voie, que risquent ceux qui sont en retard ? Comment la transition énergétique pourrait-elle affecter les pétropolitiques aux suds ? Permettra-t-elle de réduire les inégalités, ou au contraire les approfondira-t-elle et/ou en créera-t-elle de nouvelles ?
- **Savoirs spécifiques développés dans/par les pays pétroliers des suds pour faire face à l'impact massif du pétrole, institutions issues de ces savoirs**
 - Savoirs des décideurs et des gestionnaires : gestion des finances de l'État, du commerce extérieur, de la monnaie, face aux effets économiques, financiers et monétaires des fluctuations de la demande, de la volatilité des cours, des chocs haussiers ou baissiers. De quels moyens disposent les pays pétroliers des suds pour absorber ces chocs, voire les anticiper (politiques contra-cycliques), comment y adaptent-ils leurs politiques et leurs institutions, notamment leurs politiques de croissance et de développement économique ? Savoirs et compétences techniques dans le secteur des hydrocarbures, savoirs juridiques (contrats, litiges). Perte de ces savoirs avec la fuite des compétences (Venezuela, Algérie, etc.).
 - Savoirs populaires : comment profiter des booms et faire face aux conséquences dévastatrices des chocs baissiers ? Savoirs nés de l'expériences des transformations rapides et brutales provoquées par l'exploitation des hydrocarbures.
- **Transformation des territoires, luttes sociales et politiques liées au pétrole**
 - Villes-pétrole, zones industrielles, pollution, catastrophes écologiques, bassins d'emploi et migrations de travail. Luttes syndicales et sociales liées au secteur des hydrocarbures ; lobbies du gaz et du pétrole ; luttes pour le partage de la rente ; luttes pour la défense de la santé et de l'environnement des populations et des territoires impactés par le pétrole (exemple du mouvement contre l'exploitation des gaz de schiste dans le sud algérien) ; luttes pour l'emploi et les conditions de travail dans le secteur pétrolier et les autres secteurs qui en dépendent (au sens large) ; combat contre la corruption et pour réclamer des comptes aux dirigeants. Organisations issues de ces luttes.
 - Pétrole, colonisation, postcolonial, colonialité des mondes des hydrocarbures : que sont devenus les liens mis en

place par la colonisation et les empires dans les pays pétroliers après les indépendances ? Ont-ils été rompus, se sont-ils maintenus et transformés ? Contrats, marchés, réseaux et lobbies, mercenaires, ingérences politiques et guerres liées au pétrole ; pétrole et armées postcoloniales. Rôle historique des « élites pétrolières anticoloniales » d'Iran, Irak, Arabie saoudite, Venezuela, Algérie, Libye (Dietrich, 2017).

Modalités de soumission des articles au dossier du n°250 (2022-3) de la Ried

Les auteur·e·s s'engagent à lire la [ligne éditoriale](#) de la *Revue internationale des études du développement* et s'engagent à respecter la [charte éthique](#).

Le processus de sélection se déroule comme suit selon les dates indiquées dans le calendrier de production ci-dessous :

1- Envoi de la proposition d'article

Les propositions d'articles, en français, anglais, ou espagnol, présentent le projet d'article en environ 4.000 signes, espaces comprises, soit environ 500 mots ou une page.

La proposition, dont le fichier est intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Proposition-250 », en format word, comprend :

- Le titre : de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- Un résumé de l'article détaillant la question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des jalons bibliographiques (hors du décompte des signes)
- Un fichier joint intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Infos » indiquant de manière exhaustive les noms et prénoms des auteurs, leur statut et leur rattachement institutionnel, leurs adresses courriel.

Ces éléments sont indispensables à l'examen de la proposition d'article. L'adéquation de la proposition à l'appel à contributions est vérifiée par les coordinateurs·trices et la rédaction de la revue.

2- Envoi de l'article

Les auteur·e·s dont les propositions d'article ont été sélectionné·e·s sont invité·e·s à envoyer une première version de leur article qui doit impérativement correspondre aux normes indiquées ci-dessous. Les articles sont alors soumis à une lecture en double-aveugle auprès de deux évaluateurs spécialistes et extérieurs à la revue.

Les articles (de 45 000 signes, espaces comprises, hors résumé et bibliographie), pourront être rédigés en français, anglais ou espagnol. Ils doivent être originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement* (voir les [consignes aux auteurs](#) sur [le carnet de recherches des publications de l'IEDES](#)).

Les références citées doivent être présentées selon le format indiqué dans le document de Consignes aux auteurs (mise à jour 2020).

Calendrier de production

Les auteurs s'engagent à respecter le calendrier indiqué par la rédaction.

Les propositions d'articles sont à soumettre **avant le 13/12/2021** aux quatre adresses ci-dessous :

- la rédaction : revdev@univ-paris1.fr

les co-responsables de ce numéro spécial :

- Fatiha Talahite fatiha.talahite@cnrs.fr
- Brenda Rousset Yopez brendayopez@gmail.com

- Les auteurs présélectionnés par les coordinatrices et le comité de rédaction seront prévenus par l'équipe de la revue la semaine du **13 décembre**.

- Les premières versions des articles, conformes aux consignes aux auteurs de la revue, seront envoyées par les auteurs aux quatre courriels précités **avant le 25 février 2022**.

- Le processus d'évaluation durera quelques mois, chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité, et la sortie en librairie de ce n°250 2022-3 est prévue pour **novembre 2022**.

Références citées

Bento, N. & Wilson, C. (2016). Measuring the duration of formative phases for energy technologies. *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 21, 95–112. <https://doi.org/10.1016/j.eist.2016.04.004>

Cherif R, Hasanov, F. & Pand, A. (2021). Riding the Energy Transition: Oil beyond 2040. *Asian Economic Policy Review* 16, 117–137. <https://doi.org/10.1111/aep.12317>

Clark, P. (2016). Renewables jump 70 per cent in shift away from fossil fuels. *Financial Times*, August 14. Retrieved October 04, 2016. <https://www.ft.com/content/67b20418-60cc-11e6-ae3f-77baadeb1c93>

Corden, W. M. (1984). Booming Sector and Dutch Disease Economics: Survey and Consolidation. *Oxford Economic Papers*, 36(3), 359–380. <http://www.jstor.org/stable/2662669>

Coronil, F. (1997). *The Magical State. Nature, Money, and Modernity in Venezuela*. University of Chicago Press.

Dietrich, C.R.W. (2017). *Oil Revolution: Anticolonial Elites, Sovereign Rights, and the Economic Culture of Decolonization*, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781316717493>

Dunning, T. (2008). *Crude Democracy: Natural Resource Wealth and Political Regimes*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511510052>

Heller, P. R. & Mihalyi, D. (2019). *Massive and Misunderstood Data-Driven Insights into National Oil Companies*, NRG. https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/massive_and_misunderstood_data_driven_insights_into_national_oil_companies.pdf

McNeish, J.A, Logan, O.J. (2012). *Flammable Societies. Studies on the Socio-Economics of Oil and Gas*, Pluto Press.

Manley D., Heller P.R. (2021). *Risky Bet. National Oil Companies in the Energy Transition*, NRG. <https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/risky-bet-national-oil-companies-in-the-energy-transition.pdf>

Marriott, J. & Macalister T. (2021). *Crude Britannia: How Oil Shaped a Nation*, Pluto Press.

Mitchell, T. (2011). *Carbon Democracy: Political Power in the Age of Oil*. Verso.

Olawuyi, D. S. (Ed.). (2022). *Climate Change Law and Policy in the Middle East and North Africa Region*, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003044109>

Ross, B. & Worden, D. (2014). *Oil Culture*, University of Minnesota Press.

Ross, L. M. (2012). *The Oil Curse: How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations*. Princeton University Press.

Salas, M.T. (2009). *The enduring legacy: oil, culture, and society in Venezuela*. Duke University Press.

Sid Ahmed, A. (1988). Vers une théorie de l'industrialisation à partir de l'exportation et de la transformation des ressources naturelles : de la « staple theory » à la rente pétrolière. *Tiers-Monde*, 29(115), 715-812. <https://doi.org/10.3406/tiers.1988.3718>

Smith, B. (2007). *Hard Times in the Lands of Plenty: Oil Politics in Iran and Indonesia*. Cornell University Press.

Strønen, I. (2012). Development from below and oil money from above. Popular organization in contemporary Venezuela. In McNeish, J.A, Logan, O.J. (Eds.). *Flammable Societies. Studies on the Socio-Economics of Oil and Gas* (133-155). Pluto Press.

Terry Lynn, K. (1997). *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States*. University of California Press. <https://doi.org/10.1525/9780520918696>

Talahite, F. (2012). La rente et l'État rentier recouvrent-ils toute la réalité de l'Algérie d'aujourd'hui ? *Revue Tiers Monde*, 210, 143-160. <https://doi.org/10.3917/rtm.210.0143>

Vasquez, P. (2019). *Venezuela, pays hors service*, Buchet Chastel.

Wilson, S., Carlson, A. & Szeman, I. (2017). *Petrocultures: Oil, Politics, Culture*, McGill-Queen's University Press.

CALL FOR PAPERS

“Petropolitics in the Countries of the South”

Revue internationale des études du développement n°250 (2022-3)

Editors

- **Fatiha Talahite** (fatiha.talahite@cnrs.fr), economist, researcher at CNRS, GTM-Cresppa, France
- **Brenda Rousset Yopez** (brendayopez@gmail.com), socio-demographer, professor at Universidad Central de Venezuela

In memory of [Paula Vasquez](#)³

From the resource curse to the energy transition

The interest of the social sciences for the topic of oil and gas⁴ in the exporting countries of the South has mainly focused on the effects that these resources have on states and economies, in terms on the one hand of the redistribution of wealth in boom times, which create the illusion of development and prosperity yet produce significant social inequalities, and on the other hand of oil shocks which destabilize regimes and strain economies. These questions have been analyzed in depth in the fields of economics and political science, in particular through the theories of the oil rent (Sid Ahmed, 1988), the resource curse (Lynn 1997; Smith, 2007; Ross, 2013), and the Dutch Disease (Corden, 1984). However, the systematization and trivialization of these notions have resulted in oversimplification, with for instance studies that tend to link everything to rent (Talahite, 2012), thus contributing to overlooking other dimensions and other determinants of the phenomenon.

Some have tried to go beyond the reductionism stemming from the generalization of these theories by increasing the number of case studies and comparisons between countries. Smith (2007) compares oil policies in Iran and Indonesia, while Thad Dunning (2008) draws on detailed country case studies and field studies in Latin America and Africa. Terry Lynn Karl (1997), who broadened the scope of her study to include regimes as different as Venezuela, Iran, Nigeria, Algeria, and Indonesia, concludes that oil-producing countries, although seemingly disparate, are characterized by similar social classes and models of collective action. The comparative studies presented by McNeish and Logan (2012) extend from Northern Europe to the Caucasus, and from the Gulf of Guinea to Latin America.

Beyond empirical studies, authors have tried to innovate on a theoretical level. Terry Lynn Karl (1997) combines a structural approach and choice-based analysis to shed light on how the decisions of political authorities are embedded in institutions that interact with national and international markets. Her approach, which she calls “structured contingency,” starts from a state’s cutting-edge sector to identify a series of decision-making choices, and leads to examining the dynamics of the state itself. She sheds light on the multiple – economic, political, and social – factors that determine the nature of petro-states, from the coherence of public bureaucracies to the degree of centralization and policymaking patterns. Benjamin Smith (2007) views these resources as a political opportunity rather than a mere structural variable. Thad Dunning (2008) uses game theory and statistical modeling to construct and test a theory that explains political variations among resource-rich states. However, these theoretical innovations have remained marginal and have not fundamentally disrupted the social science approach to hydrocarbon-related phenomena.

³ In homage to Paula Vasquez, anthropologist, research scientist at the CNRS, [who left us prematurely](#) on March 22, 2021.

⁴ At this level of generalization, we refer to oil and gas without distinction, with the understanding that these two energy sources differ in many respects.

Much of the literature agrees on the unsustainability of rentier states. Politically, it suggests that rent weakens institutions and undermines the rule of law. Political science has studied the relationship between oil and political regimes (autocracy vs democracy), and many authors have established a causal link between the oil rent and authoritarianism. Others have questioned this idea, which they regard as a commonplace. For Thad Dunning (2008), similarly to other forms of mineral wealth, oil may promote authoritarianism and democracy through different mechanisms; understanding them can help determine which of these effects will prevail. However, here again, the democracy/autocracy couple is reductive. Terry Lynn Karl (1997) tries to shift this opposition to show how dependence on oil destabilizes regimes by strengthening interests linked to this resource and weakening the capacity of the state to the detriment of the art of governing. Benjamin Smith (2007) emphasizes the role of state and opposition actors in the use of these resources, and shows that their impact on a regime's policy and sustainability vary according to the circumstances under which oil exports became an important part of the economy.

Timothy Mitchell (2013) contends that "democratic" political regimes have been largely determined by the geophysical ownership of the major carbon energies: coal first and then oil. According to him, coal was at the origin of the first modern-era democracies, through the power which it gave its producers, thus allowing them to create unions and mass parties. To bypass these established networks and powers, the ruling classes organized an energy transition on a global scale thanks to oil. Another regime which relied on oil thus came into existence: social peace and prosperity in Western "democracies" were based on "Middle Eastern authoritarianism," and the objective of unlimited growth became a religion. Stating that this system is on the verge of collapse, Timothy Mitchell wonders whether post-oil energies will give rise to truly democratic regimes. However, his analysis focuses on Western countries, and he only sees producing countries through the reductive prism of "Middle Eastern authoritarianism." However, the reality of these countries is more complex, as can be seen with the case of Venezuela (Vasquez, 2019; Strønen, 2012; Coronil, 1997).

Until recently, the post-oil problem referred to the depletion of easily exploitable oil reserves, due to the increase in the marginal cost of a barrel to the extent that it would no longer be economically profitable to extract oil. However, this time has been postponed again and again thanks to the discovery of new deposits, technical progress, and more recently, the exploitation of shale oil and gas. Moreover, even though the cost of renewables has decreased, they still cannot compete with traditional fossil fuels. Nonetheless, global warming and, more broadly, the rapid worsening of the harmful effects of carbon energies on the environment across the planet have heightened the awareness that the energy transition is urgent. Based on modeling technological changes in transportation, Reda Cherif et al. (2021) predict that oil as primary fuel may have a much shorter lifespan than expected. The resulting drop in demand would not be offset by the demand for the other uses of oil. On the contrary, technological advances, substitutes for plastics and oil in the industry, and off-road transport could almost entirely suppress the demand for oil. The transition could even be accelerated by surging prices resulting from a short-term imbalance between supply and demand, due to underinvestment in oil. These authors consider that the expected growth in emerging economies (in particular, India and China) may not prevent the decline of oil. This situation, which is a game changer for the oil-producing countries of the South, calls for a radical change of approach (Olawuyi, 2022). From now on, it is no longer a question of adjustments, or even of a simple "diversification" of their exports, but of a fundamental restructuring of their economic model based on the export of hydrocarbons.

The economic approach in the producing countries of the South has long been dominated by the issue of oil dependency. These countries' need to reduce their external dependence was first formulated as a development objective, in the continuity of the fight against colonial extractivism. This view was then relayed by international financial institutions, which made the diversification of exports a leitmotif against the financial and structural imbalances caused by the dependence, even if it paradoxically meant recommending that extraction be extended to other natural resources.

Today, the imperative of the energy transition has made it an issue that goes well beyond the interests of the countries concerned, given that institutions, organizations, and even certain states involved in this fight at the international level actively oppose investing in hydrocarbons in the name of environmental protection and of the reduction of greenhouse gas emissions. This has made the South react, especially in Africa, insofar as this trend penalizes the economies of countries that are not responsible for global warming. Thus, experts from the South consider that, even if these countries embark on the energy transition, they must be able to consolidate their hydrocarbon production capacities, both to finance their development and to ensure their energy security.

Abandoning oil has significant political and socio-economic implications. Yet here again, the issue of the energy transition is generally considered from the point of view of rich countries, which are large energy consumers, in terms of transforming their consumption and production methods. Such transformation is often expensive and requires a high level of technological innovation, which is rarely found in the countries of the south, for which, similarly to coal, oil could become the "energy of the poor."

Approaching oil as a “total social fact” that has marked modernity in producing countries

For this special issue, we consider a broad approach to the world of hydrocarbons, ranging from economics to cultural issues, and including history, politics, demography, sociology, and anthropology. Our aim is to go beyond a conception that reduces oil-producing countries to black boxes with outgoing flows of oil and gas and incoming financial flows, thus boiling everything down to this single (economic, political, and geopolitical) issue. Indeed, from exploration and discovery to production, domestic consumption, and/or export, etc., the oil chain has multifold impacts on the economy, the state and public policies, society, territories, populations, lifestyles, production, consumption, and supply methods, but also social and political struggles. The problematization of the socio-cultural aspects of oil and the hydrocarbon industry has proved an original way of approaching these questions (Wilson et al., 2017; Ross & Worden, 2014). Consumerism, exuberance, and sudden urbanization: little is known about the social stakes – through work, space, and the economy – faced by the populations linked to oil.

On the one hand, oil is a source of energy that has created the material conditions for contemporary economies, world trade, population growth, and rural-urban migration. At the same time, it is a source of wealth that has shaped the power of the state in oil-producing countries. On the other hand, hydrocarbons are associated with representations of a world of the mighty, dominated by obscure interests, in spaces that are both closed off for security reasons and hermetic to the public debate. Consequently, studies on oil and the ethnography of this type of social environment bear a kind of burden, a stigma in the cultural imaginary: an energy mode that must be overcome, but has repeatedly failed to be so. Modernity in these countries is intrinsically linked to the hydrocarbon sector and to its effects on all the areas of social life. This special issue aims in particular to explore what has led the countries that developed with oil to a different “modernization” than the ones that became industrialized with coal and were then “reshaped” by oil, such as Great Britain (Marriott, 2021; McNeish & Logan, 2012).

The approach favored here, which we refer to as *Petropolitics*, as an extension of the concept of “petrocultures” in Wilson et al. (2017), consists in considering oil as a “total social fact” and examining its different manifestations. Beyond an immaterial rent in the financial sphere, discussing oil leads to considering the reality of a dirty, polluting substance, in which oil men and women, oil towns (Vasquez, 2019), and oil populations and countries are stuck because their survival depends on it, and are likely to be left with nothing if this resource is abandoned. Before causing global warming, oil had an in situ impact on territories, human communities, and ecosystems. This approach calls for a critical rereading of the abundant literature on the oil-producing countries of the South, in order to tackle oil-related phenomena differently, to identify new connections between them, and to examine those which are only little or not studied. For example, the way in which individuals, institutions, and societies adapt and reinvent themselves in a context dominated by the oil industry. Or yet again, the existence in producing countries of powerful public and/or private oil and gas lobbies, which are connected with multinationals in the hydrocarbon sector, of client states, and other international networks, which slow down the energy transition and the diversification of production and exports (Manley & Heller, 2021; Heller & Mihalyi, 2019).

An approach through three lines of inquiry

To guide the contributions to this issue, we propose three lines of inquiry, it being understood that a submission could possibly fit into several lines. It is strongly advised to include case studies and/or international comparisons.

- **The sustainability of the political, economic, and social models of the oil-producing countries of the South**
 - Questioning the management policies of hydrocarbon resources and their effects on the economic, social, and environmental development of producing and exporting countries. Do societies based on the economic dependence on fossil fuels generate human vulnerability? How does this dependence translate into political systems, governance, the inclusion/exclusion of populations, an import-based agro-food model, employment policies, and migration policies? How well have individuals, economies, and societies coped and adapted?
 - Has the redistribution of oil resources significantly reduced inequalities, or on the contrary, in some cases contributed to widening them or even created new ones? The aim will be to analyze and compare the experience of the oil-producing countries of the South in terms of the distribution of oil revenues through

subsidies, whether direct (support prices for staple foods, energy, water, and transport) or indirect (public spending on housing, employment, health, education, infrastructure, and industry). Although these public policies have been guided by egalitarian arguments, how have they led to an unsustainable model of inequalities? How can they be reformed and what are the alternatives? Will the problem of oil and poverty be solved when this manna dries up?

- The stakes of the energy transition for the oil-producing countries of the South: how can the energy transition be promoted in an oil-producing country while its entire economic, political, and social model is based on fossil fuels? Which forces are in its favor and which actively oppose it (local oil and gas, automotive, and plastics lobbies, and their international ties)? Are all the countries at the same stage; which have already started this transition and are on this path; what do latecomers risk? How could the energy transition affect petropolitics in the South? Will it decrease inequalities, or on the contrary increase them and/or create new ones?
- **The specific knowledge developed in/by the oil-producing countries of the South to cope with the massive impact of oil, and the institutions resulting from this knowledge**
 - The knowledge of decision-makers and managers: the management of state finances, foreign trade, and currency in the face of the economic, financial, and monetary effects of fluctuations in demand, price volatility, and bullish or bearish shocks. What means do the oil-producing countries of the South have to absorb shocks, or even to anticipate them (counter-cyclical policies); how do they adapt their policies and institutions to shocks, in particular their growth and economic development policies? Knowledge and technical skills in the hydrocarbon sector, legal knowledge (contracts and disputes). Loss of this knowledge due to the brain drain (Venezuela, Algeria, etc.).
 - Popular knowledge: how to benefit from booms and cope with the devastating consequences of bearish shocks? Knowledge stemming from having experienced the rapid and brutal transformations caused by hydrocarbon exploitation.
- **The transformation of territories and the social and political struggles related to oil**
 - Oil towns, industrial zones, pollution, environmental disasters, labor market areas, and labor migration. Trade union and social struggles linked to the hydrocarbon sector; gas and oil lobbies; struggles for a sharing of the rent; struggles to defend the health and environment of the populations and territories affected by oil (for instance, the movement against the exploitation of shale gas in southern Algeria); struggles for employment and working conditions in the oil sector and the other sectors that depend on it (in a broad sense); the fight against corruption and to hold leaders accountable. The organizations resulting from these struggles.
 - Oil, colonization, postcolonial issues, and the colonality of the world of hydrocarbons: what happened to the links established by colonization and empires in oil countries after their independence? Were they severed, or have they been maintained and transformed? Contracts, markets, networks and lobbies, mercenaries, and oil-related political interference and wars; oil and postcolonial armies. The historical role of “anti-colonial oil elites” in Iran, Iraq, Saudi Arabia, Venezuela, Algeria, and Libya (Dietrich, 2017).

Submission details / Participation in Issue no. 250 (2022/3) of the RIED

The authors agree to read the [editorial policy](#) of the *Revue internationale des études du développement* and to comply with the [code of ethics](#).

The selection process will take place according to the dates specified in the publication calendar below.

1. Submitting the proposal:

The proposals in French, English, or Spanish must present the paper in 4,000 characters (with spaces), or approximately one page. The file for the proposal must be entitled "AUTHOR'S SURNAME-Proposal-250," and **must include:**

- a title (70 characters maximum, with the possibility of adding a subtitle);
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results;
- some bibliographical references (not included in the character count);
- a file entitled "AUTHOR'S SURNAME-250-info," including the author's first name and last name, their status, their institutional affiliation, and their email address.

The relevancy of the proposals with regard to this call for papers and their conformity to the journal guidelines will be verified by the journal editors and the editorial team.

2. Submitting the paper:

The authors whose proposals have been selected will be invited to send a first draft of their article, which must absolutely follow the guidelines below. The articles will then be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic.

The articles (45,000 characters with spaces, excluding the abstract and references) may be written in French, English, or Spanish. They must be original work. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they have been adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement* (see the [guidelines for authors](#) on the blog for the publications of the IEDES), but the author must not submit their paper to another journal simultaneously.

Publication calendar

The authors agree to comply with the calendar.

The proposals must be submitted by December 13, 2021 to:

- the editorial office: revdev@univ-paris1.fr
- the editors:
 - Fatiha Talahite fatiha.talahite@cnrs.fr
 - Brenda Rousset Yopez brendayopez@gmail.com

The authors preselected by the editors and the editorial committee will be notified by the editorial team the week of December 13, 2021.

The first draft (V1), following the journal's guidelines for authors, must be submitted by the authors to the three aforementioned email addresses by **February 25, 2022**.

The evaluation process will take a few months; each – anonymous – article will be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic. Requesting a first version of the article does not constitute a commitment on the part of the journal to publish the aforementioned article, which must be approved by the editorial committee, following the different steps in the evaluation process; no. 250 is expected to be published in November 2022.

References

- Bento, N. & Wilson, C. (2016). Measuring the duration of formative phases for energy technologies. *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 21, 95–112. <https://doi.org/10.1016/j.eist.2016.04.004>
- Cherif R, Hasanov, F. & Pand, A. (2021). Riding the Energy Transition: Oil beyond 2040. *Asian Economic Policy Review* 16, 117–137. <https://doi.org/10.1111/aepr.12317>
- Clark, P. (2016). Renewables jump 70 per cent in shift away from fossil fuels. *Financial Times*, August 14. Retrieved October 04, 2016. <https://www.ft.com/content/67b20418-60cc-11e6-ae3f-77baadeb1c93>
- Corden, W. M. (1984). Booming Sector and Dutch Disease Economics: Survey and Consolidation. *Oxford Economic Papers*, 36(3), 359–380. <http://www.jstor.org/stable/2662669>
- Coronil, F. (1997). *The Magical State. Nature, Money, and Modernity in Venezuela*. University of Chicago Press.
- Dietrich, C.R.W. (2017). *Oil Revolution: Anticolonial Elites, Sovereign Rights, and the Economic Culture of Decolonization*, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781316717493>
- Dunning, T. (2008). *Crude Democracy: Natural Resource Wealth and Political Regimes*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511510052>
- Heller, P. R. & Mihalyi, D. (2019). *Massive and Misunderstood Data-Driven Insights into National Oil Companies*, NRGi. https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/massive_and_misunderstood_data_driven_insights_into_national_oil_companies.pdf
- McNeish, J.A, Logan, O.J. (2012). *Flammable Societies. Studies on the Socio-Economics of Oil and Gas*, Pluto Press.
- Manley D., Heller P.R. (2021). *Risky Bet. National Oil Companies in the Energy Transition*, NRGi. <https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/risky-bet-national-oil-companies-in-the-energy-transition.pdf>
- Marriott, J. & Macalister T. (2021). *Crude Britannia: How Oil Shaped a Nation*, Pluto Press.
- Mitchell, T. (2011). *Carbon Democracy: Political Power in the Age of Oil*. Verso.
- Olawuyi, D. S. (Ed.). (2022). *Climate Change Law and Policy in the Middle East and North Africa Region*, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003044109>
- Ross, B. & Worden, D. (2014). *Oil Culture*, University of Minnesota Press.
- Ross, L. M. (2012). *The Oil Curse: How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations*. Princeton University Press.
- Salas, M.T. (2009). *The enduring legacy: oil, culture, and society in Venezuela*. Duke University Press.
- Sid Ahmed, A. (1988). Vers une théorie de l'industrialisation à partir de l'exportation et de la transformation des ressources naturelles : de la « staple theory » à la rente pétrolière. *Tiers-Monde*, 29(115), 715-812. <https://doi.org/10.3406/tiers.1988.3718>
- Smith, B. (2007). *Hard Times in the Lands of Plenty: Oil Politics in Iran and Indonesia*. Cornell University Press.
- Strønen, I. (2012). Development from below and oil money from above. Popular organization in contemporary Venezuela. In McNeish, J.A, Logan, O.J. (Eds.). *Flammable Societies. Studies on the Socio-Economics of Oil and Gas* (133-155). Pluto Press.
- Terry Lynn, K. (1997). *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States*. University of California Press. <https://doi.org/10.1525/9780520918696>
- Talahite, F. (2012). La rente et l'État rentier recouvrent-ils toute la réalité de l'Algérie d'aujourd'hui ? *Revue Tiers Monde*, 210, 143-160. <https://doi.org/10.3917/rtm.210.0143>
- Vasquez, P. (2019). *Venezuela, pays hors service*, Buchet Chastel.
- Wilson, S., Carlson, A. & Szeman, I. (2017). *Petrocultures: Oil, Politics, Culture*, McGill-Queen's University Press.

LLAMAMIENTO A CONTRIBUCIÓN

“Petropólís en los países del Sur”

Revue internationale des études du développement n°250 (2022-3)

Coordinación del dossier

- **Fatiha Talahite** (fatiha.talahite@cnrs.fr), economista, investigadora CNRS, GTM-Cresppa, France
- **Brenda Rousset Yopez** (brendayopez@gmail.com), socio-demógrafa, profesora en la Universidad Central de Venezuela, Investigadora invitada al GTM-Cresppa y al CREDA

En homenaje a [Paula Vasquez](#)⁵

De la maldición de los recursos a la transición energética

El interés de las ciencias sociales por el fenómeno del petróleo y del gas⁶ en los países exportadores del Sur se centró, especialmente, en el estudio de los efectos de estos recursos en los Estados y en las economías. Ello en términos, de una parte, de redistribución de una riqueza en periodo de boom creando la ilusión del desarrollo y la prosperidad pero generando importantes desigualdades sociales. Y, de otra parte, de crisis petroleras que desestabilizan los regímenes y someten la economía a una fuerte presión.

Estas cuestiones han sido analizadas exhaustivamente por las ciencias económicas y políticas, en particular, por las teorías de la renta petrolera (Sid Ahmed, 1988), de la maldición de los recursos (Lynn, 1997; Smith, 2007; Ross, 2013) y del “síndrome holandés” (Corden, 1984). Sin embargo, la sistematización y banalización de estas nociones han conducido a una esquematización y simplificación excesiva, como es el caso de las obras que tienden a remitir todo a la renta (Talahite, 2012), implicando dejar al margen otras dimensiones y determinantes del fenómeno.

Algunos autores intentan trascender al reduccionismo operado por la generalización de estas teorías multiplicando los estudios de casos y las comparaciones entre países. Smith (2007) compara las políticas petroleras de Irán e Indonesia, mientras que Thad Dunning (2008) se basa en estudios de casos detallados por países y en estudios de campo en América Latina y África. Terry Lynn (1997), que ha ampliado su investigación a regímenes tan diferentes como Venezuela, Irán, Nigeria, Argelia e Indonesia llega a la conclusión que los países petroleros, aunque dispares en apariencia, están caracterizados por clases sociales y modelos de acción colectiva similares. Los estudios comparativos realizados por McNeish et Logan (2012) abarcan del Norte de Europa al Cáucaso y del Golfo de Guinea a América Latina.

Más allá de los estudios empíricos, algunos autores tratan de innovar en el plano teórico. Terry Lynn (1997) combina enfoque estructural y análisis fundado en las elecciones para poner de manifiesto la manera en que las decisiones de las autoridades políticas son integradas a instituciones que interactúan con los mercados nacionales e internacionales. Su planteamiento, que

⁵ En homenaje a Paula Vasquez, antropóloga e investigadora del CNRS, [quien nos ha quitado prematuramente](#) el 22 de marzo de 2021.

⁶ En este punto de generalización, aludimos sin distinción al petróleo y al gas, ya que estas dos fuentes de energía presentan múltiples diferencias.

denomina “contingencia estructurada”, parte del sector líder de un Estado para identificar una serie de posibles decisiones y conduce al examen de la dinámica del propio Estado.

Esta autora resalta los múltiples factores – económicos, políticos y sociales – que determinan la naturaleza del Estado petrolero, desde la coherencia de las burocracias públicas hasta el nivel de centralización, pasando por los modelos de elaboración de las políticas. Benjamin Smith (2007) considera estos recursos como una oportunidad política más que como una simple variable estructural. Thad Dunning (2008) se basa en la teoría de juegos y la modelización estadística para construir y probar una teoría que explique las variaciones políticas entre los estados ricos en recursos. Sin embargo, estas innovaciones teóricas son marginales y no han alterado sustancialmente el enfoque, por las ciencias sociales, de los fenómenos vinculados a los hidrocarburos.

Gran parte de la literatura converge hacia la idea de la caducidad de los Estados rentistas. Desde un punto de vista político, la renta debilitaría las instituciones y erosionaría el Estado de derecho. La ciencia política ha estudiado la relación entre petróleo y régimen político (autocracia frente a democracia). Así, numerosos autores han establecido un nexo de causalidad entre renta petrolera y autoritarismo mientras que otros han puesto en entredicho esta tesis al considerarla una idea preconcebida. Thad Dunning (2008) considera que el petróleo, al igual que otras formas de riqueza mineral, puede promover autoritarismo y democracia, según diferentes mecanismos cuya comprensión puede ayudar a determinar cuál de esos resultados prevalecerá. Pero una vez más, la pareja democracia/autocracia es reductora. Terry Lynn (1997) trata de desplazar esta oposición para mostrar en qué medida la dependencia al petróleo desestabiliza los regímenes reforzando los intereses vinculados a esta fuente y debilitando la capacidad del Estado, en detrimento del arte de gobernar. Benjamin Smith (2007) hace hincapié en el rol de los actores estatales y de la oposición en la utilización de estos recursos y señala que sus efectos sobre la política y la perdurabilidad del régimen varían dependiendo de las circunstancias en las que las exportaciones de petróleo se convierten en una parte importante de la economía.

Timothy Mitchell (2013) defiende la idea que los regímenes políticos “democráticos” se han visto considerablemente determinados por las propiedades geofísicas de las principales energías carbonosas, primero el carbón y después el petróleo. Según el autor, el carbón dio origen a las primeras democracias de la era moderna, a través del poder que proporcionó a sus productores y que les permitió crear sindicatos y partidos de masas. Para soslayar estas redes y poderes establecidos, las clases dominantes organizaron, gracias al petróleo, una transición energética a escala mundial. Así, otro régimen se estableció basándose en el petróleo, en el que la paz social y la prosperidad de las “democracias” occidentales se fundaban en el “autoritarismo de Oriente Medio” y cuyo objetivo de crecimiento ilimitado se convirtió en una religión. Constantado que este sistema está al borde del desmoronamiento, Timothy Mitchell se plantea la cuestión de saber si las energías post-petróleo engendrarán regímenes realmente democráticos. Sin embargo, su análisis está focalizado en los países occidentales, y contempla los países productores únicamente a través del prisma reductor del “autoritarismo de Oriente Medio” cuando la realidad de estos países es más compleja, como lo muestra el ejemplo de Venezuela (Vásquez, 2019; Strønen, 2012; Coronil, 1997).

Hasta hace poco, la problemática de la era post-petróleo hacía referencia al agotamiento de las reservas de petróleo fácilmente explotables, debido al aumento del coste marginal del barril hasta un punto en el que su extracción ya no sería económicamente rentable. Sin embargo, este plazo se pospuso periódicamente debido al descubrimiento de nuevos yacimientos, al progreso técnico y, de forma reciente, a la explotación del petróleo y gas de esquisto. De hecho, incluso si el precio de las energías renovables disminuyera, estas no podrían competir con los combustibles fósiles tradicionales. Pero el cambio climático y, en mayor medida, la rápida agravación de los efectos nocivos de las energías carbonosas en el medioambiente a escala global del planeta, aceleró la toma de conciencia de la urgencia de la transición energética. Reda Cherif *et al.* (2021), vaticinan, basándose en una modelización de los cambios tecnológicos de los transportes, que el petróleo podría tener una duración de vida bastante más corta que previsto como combustible principal. La retracción de la demanda resultante no se vería compensada por aquella de los otros usos del petróleo. Al contrario, los progresos tecnológicos y las alternativas a la utilización de los plásticos y del petróleo, en la industria y en el transporte de mercancías no efectuado por carretera, podrían reducir casi totalmente la demanda de petróleo. La transición podría verse incluso

acelerada por una explosión de los precios, resultante de un desequilibrio a corto plazo entre la oferta y la demanda provocado por una falta de inversión en el petróleo. Estos autores consideran que el crecimiento esperado de las economías emergentes (en especial, India y China) no impediría el declive del petróleo. Este contexto, que trastoca el panorama para los países petroleros del Sur, apela a un cambio radical de planteamiento (Olawuyi, 2022). En lo sucesivo, no se trata de realizar ajustes, ni siquiera de una sencilla “diversificación” de sus exportaciones, sino de una reconversión a fondo de su modelo económico fundado en la exportación de hidrocarburos.

El enfoque económico de los países productores del Sur ha estado dominado durante mucho tiempo por la problemática de la dependencia al petróleo. La necesidad para estos países de reducir esta dependencia exterior fue formulada, en primer lugar, como un objetivo de desarrollo, en la continuidad de la lucha contra el proceso de extracción colonial antes que este discurso sea transmitido por las instituciones financieras internacionales. Estas han hecho de la diversificación de las exportaciones un leitmotiv contra los desequilibrios financieros y estructurales provocados por esta dependencia, incluso preconizando, paradójicamente, ampliar la extracción a otros recursos naturales.

Actualmente, la obligación de una transición energética es una cuestión que excede ampliamente el interés de los países involucrados desde el momento en que instituciones, organizaciones, incluso algunos Estados comprometidos en este combate a escala internacional se oponen, con empeño, a las inversiones en los hidrocarburos en aras de la protección del medioambiente y de la disminución de las emanaciones de gases de efecto invernadero. Esto provoca la reacción del Sur, especialmente en África, en la medida en que ello penaliza a las economías de países que no son responsables del cambio climático. Por consiguiente, expertos del Sur consideran que, incluso si se implican en la transición energética, estos países deben poder consolidar sus capacidades de producción de hidrocarburos, tanto para financiar su desarrollo como para asegurar su seguridad energética.

El abandono del petróleo tiene importantes consecuencias políticas y socioeconómicas. Pero, una vez más, la cuestión de la transición energética es abordada, con frecuencia, desde el punto de vista de los países ricos, grandes consumidores de energía, y ello, en lo referido a la transformación de sus modos de consumo y producción, a menudo onerosos y que necesitan un alto nivel de innovación tecnológica. Esto, rara vez se aborda desde la perspectiva de los países del Sur en los que, como ocurrió con el carbón, el petróleo podría convertirse en la “energía del pobre”.

Abordar el petróleo como un “hecho social total” que marcó la modernidad en los países productores

Para este dossier temático, planteamos un enfoque vasto de los hidrocarburos que abarque desde la economía a los aspectos culturales, pasando por la historia, la política, la demografía, la sociología y la antropología. Nuestro propósito es superar una concepción que limita a los países petroleros a ser cajas negras de las que salen flujos de petróleo y gas y entran flujos financieros y que reduce todo a este único objetivo (económico, político y geopolítico).

En efecto, la cadena del petróleo, desde la exploración hasta el consumo doméstico y/o la exportación, pasando por el descubrimiento, producción, etc., impacta de múltiples formas en economía, Estado y políticas públicas, sociedad, territorios y personas, los modos de vida, de producción, de consumo, de abastecimiento pero también impacta sobre las luchas sociales y políticas. Plantear la problemática de los aspectos socioculturales del petróleo e industria de los hidrocarburos supone una manera original de tratar estas cuestiones (Wilson *et al.*, 2017; Ross & Worden, 2014). Consumismo, exuberancia, urbanización abrupta: los desafíos sociales de las poblaciones vinculadas con el petróleo – a través del trabajo, espacio, economía – son poco conocidos.

Por una parte, el petróleo es una fuente de energía que ha creado las condiciones materiales para las economías contemporáneas, el comercio mundial, el crecimiento demográfico y la migración rural-urbana. Al mismo tiempo, es una fuente de riqueza que configura el poder del Estado en los países petroleros. Por otra parte, los hidrocarburos se asocian a las representaciones de un mundo de poderosos, dominado por intereses oscuros y por espacios delimitados tanto por motivos de seguridad como herméticos al debate público de la ciudad. Por consiguiente, los estudios sobre el petróleo y la

etnografía de este tipo de entornos sociales cargan con un peso, un estigma, el de un imaginario cultural de un modo energético que hay que dejar atrás de manera absoluta pero, sin embargo, sin lograrlo. La modernidad en estos países está intrínsecamente vinculada al sector de los hidrocarburos y a sus efectos en todos los ámbitos de la vida social. Este dossier temático pretende explorar, en particular, los procesos que han llevado a los países que se desarrollan con el petróleo a una “modernización” diferente a la acaecida en aquellos países que se industrializaron con carbón y después fueron “remodelados” por el petróleo, como Gran Bretaña (Marriott, 2021; McNeish & Logan, 2012).

La visión que favorecemos, que designamos “Petropolíticas” en la prolongación del concepto de “petroculturas” de Wilson *et al.* (2017), consiste en tratar el petróleo como un “hecho social total” y en examinar las diferentes manifestaciones. Hablar de petróleo, más allá de una renta inmaterial que circula en la esfera financiera, devuelve a la realidad de una materia sucia y contaminante, en la que están sumidos hombres y mujeres-petróleo, en ciudades-petróleo (Vásquez, 2019), poblaciones y países-petróleo de cuya supervivencia dependen y cuyo abandono conllevaría, probablemente, dejarlos en la estacada. Antes de provocar el cambio climático global, el petróleo impactó *in situ* en territorios, comunidades humanas y ecosistemas. Este planteamiento incita a una relectura crítica de la abundante literatura sobre los países petroleros del Sur para abordar, diferentemente, los fenómenos ligados al petróleo, establecer nuevas conexiones entre ellos y desvelar aquellos países que no han sido estudiados o de manera insuficiente. Por ejemplo, la manera en que individuos, instituciones y sociedades se adaptan y se reinventan en un contexto dominado por el fenómeno del petróleo. También, la existencia en los países productores de potentes lobbies de petróleo y gas, públicos y/o privados, relacionados con las multinacionales del sector de los hidrocarburos, con los Estados clientes y con otros canales internacionales, que frenan la transición energética y la diversificación de la producción y de las exportaciones (Manley & Heller, 2021; Heller & Mihalyi, 2019).

Una articulación en tres perspectivas de análisis

Para orientar las contribuciones a este dossier sugerimos tres líneas temáticas. Obviamente, un artículo podrá, eventualmente, abordar varios temas. Alentamos, encarecidamente, la inclusión de estudio(s) de terreno y/o comparaciones internacionales.

- **Sostenibilidad de los modelos políticos, económicos y sociales de los países petroleros del Sur**
 - Analizar las políticas de gestión de recursos en hidrocarburos y sus efectos en el desarrollo económico, social y medioambiental de los países productores y exportadores. ¿Las sociedades fundadas en la dependencia económica a una energía fósil generan vulnerabilidad humana? ¿Cómo se traduce esta dependencia en cuanto a sistemas políticos, de gobernabilidad, de inclusión/exclusión de las poblaciones, de modelo agroalimentario basado en la importación, de políticas de empleo y de políticas migratorias? ¿En qué medida los individuos, las economías y las sociedades se enfrentan y se adaptan a tal situación?
 - ¿Ha permitido la redistribución de recursos petroleros reducir, de forma significativa, las desigualdades o, contrariamente, ha contribuido a profundizar o incluso a crear nuevas? Se tratará de analizar y comparar la experiencia de los países petroleros del Sur en lo que se refiere a la distribución de los ingresos del petróleo a través de políticas de subvención ya sean directas (precio de apoyo a los productos básicos, a la energía, al agua, a los transportes) o indirectas (gastos públicos en vivienda, empleo, sanidad, educación, infraestructuras, industria). ¿Cómo es posible que estas políticas públicas, a pesar de estar fundamentadas en criterios de igualdad, conduzcan a un modelo desigualitario insostenible? ¿Encontrará el problema del petróleo y de la pobreza una solución una vez agotado este maná?
 - Desafío de la transición energética para los países del Sur: ¿cómo favorecer la transición energética en un país petrolero cuando la totalidad de su modelo económico, político y societario se fundamenta en las energías fósiles? ¿Qué fuerzas se muestran favorables y cuáles se oponen enérgicamente (lobbies locales del petróleo y gas, del automóvil, del plástico, y sus conexiones internacionales)? ¿Se encuentran los países en el mismo estadio?, ¿cuáles han comenzado ya esta transición y avanzado en tal dirección?, ¿qué riesgos corren aquellos países demorados? ¿En qué medida afectará la transición energética a las petropolíticas del Sur? ¿Permitirá reducir las desigualdades o, al contrario, las ampliará y/o creará otras nuevas?
- **Conocimientos específicos desarrollados en/por los países petroleros del Sur para hacer frente al impacto masivo del petróleo, instituciones surgidas de tales conocimientos**
 - Conocimientos de las autoridades y de los gestores: gestión de las finanzas del Estado, del comercio exterior, de la moneda, frente a los efectos económicos, financieros y monetarios de las fluctuaciones de la demanda, de la volatilidad de las cotizaciones, de los choques al alza o a la baja. ¿De qué medios disponen los países

- petroleros del Sur para absorber estos choques o anticiparlos (políticas anticíclicas)?, ¿cómo adaptan sus políticas e instituciones, en particular, sus políticas de crecimiento y desarrollo económico? Conocimientos y competencias técnicas en el sector de los hidrocarburos, conocimientos jurídicos (contratos, litigios). Pérdida de estos conocimientos por culpa de la fuga de cerebros (Venezuela, Argelia, etc).
- Conocimientos populares: ¿cómo aprovecharse de los booms y enfrentarse a las consecuencias devastadoras de los choques a la baja? Conocimientos fruto de la experiencia de las transformaciones rápidas y abruptas provocadas por la explotación de los hidrocarburos.
 - **Transformación de los territorios, luchas sociales y políticas ligadas al petróleo**
 - Ciudades-petróleo, zonas industriales, contaminación, catástrofes ecológicas, yacimientos de empleo y migraciones laborales. Luchas sindicales y sociales ligadas al sector de los hidrocarburos; lobbies del gas y petróleo; luchas por el reparto de la renta; luchas por la defensa de la salud y del medioambiente de las poblaciones y de los territorios impactados por el petróleo (caso del movimiento contra la explotación del gas de esquisto en el Sur de Argelia); luchas por el empleo y las condiciones de trabajo en el sector petrolero y demás sectores dependientes de él (en sentido amplio); combate contra la corrupción y para exigir responsabilidades a los dirigentes. Organizaciones nacidas de estas luchas.
 - Petróleo, colonización, postcolonial, colonialidad de los universos de los hidrocarburos: ¿Qué ha ocurrido con los vínculos establecidos por la colonización y los imperios en los países petroleros después de la independencia? ¿Se han roto, mantenido o transformado? Contratos, mercados, redes y lobbies, mercenarios, ingerencias políticas y guerras ligadas al petróleo; petróleo y ejércitos postcoloniales. Rol histórico de las “élites petroleras anticoloniales” de Irán, Iraq, Arabia Saudita, Venezuela, Argelia, Libia (Dietrich, 2017).

Modalidades de presentación de las proposiciones / Participación al Dossier del n°250 (2022/3) de la Revista

Los autores se comprometen a consultar la [línea editorial](#) de la *Revue internationale des études du développement* y a cumplir con la [carta ética](#).

El proceso de selección se desarrolla como sigue, según las fechas indicadas en el siguiente calendario de producción:

1-Envío de la propuesta de contribuciones

Las propuestas de contribuciones, en francés, inglés o español, presentan el proyecto de artículo en más o menos 4.000 caracteres (con espacios), equivalentes a unas 500 palabras o una página.

La propuesta, cuyo dossier se llama “NOMBRE DEL AUTOR-Propuesta-250”, incluye:

- El título de 70 caracteres máximo (con la posibilidad de agregar un subtítulo)
- Un resumen del artículo que detalle el tema de la investigación, su marco teórico, el terreno estudiado y sus principales resultados
- Referencias bibliográficas (no incluidas en el total de los caracteres autorizados)
- Un fichero adjunto llamado “NOMBRE DEL AUTOR-Infos-250” incluyendo los nombres y apellidos de los autores, sus estatuto y pertenencia institucional, así como su dirección de correo electrónico.

La adecuación de la proposición a la llamada a contribución se verifica por los coordinadores y la redacción de la revista.

2-Envío del artículo

Se invita los autores cuya propuesta de contribución fue preseleccionada a enviar una primera versión de su artículo que debe imperativamente corresponder a las normas indicadas anteriormente. Los artículos se someten entonces a una lectura doble ciego de dos evaluadores, especialistas y ajenos a la revista.

Los artículos (de 45000 caracteres máximo, espacios incluidos, pero sin resumen y bibliografía) podrán ser redactados en francés, inglés o español y deben ser originales. Sin embargo, podrán haber sido objetos de comunicaciones en coloquios (con actas), bajo la condición de ser adaptados a las normas exigidas por la *Revue internationale des études du développement* (ver [las normas de publicación](#) a destino de los autores en el carnet de investigaciones de la publicaciones

de IEDES.

Calendario de producción

Las propuestas de artículos deberán ser enviadas antes del 13 de diciembre 2021 a:

- la redacción: revdev@univ-paris1.fr

las corresponsables del Dossier especial:

- Fatiha Talahite fatiha.talahite@cnrs.fr
- Brenda Rousset Yopez brendayopez@gmail.com

-Las o los autores preseleccionados por las coordinadoras y el comité de redacción recibirán una respuesta por parte del equipo de la revista la semana del 13/12/2021.

-Las primeras versiones de los artículos, en conformidad a las normas de la revista, deberán ser enviadas por los autores a las cuatro direcciones de correo citadas antes del 25/02/2022.

-El proceso de evaluación durará unos meses. Cada artículo –anonimizado– será sometido a un mecanismo de evaluación de doble ciego por lectores, expertos externos a la revista, sobre el tema tratado, y el lanzamiento del número está previsto para Noviembre del 2022.

Referencias citadas

- Bento, N. & Wilson, C. (2016). Measuring the duration of formative phases for energy technologies. *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 21, 95–112. <https://doi.org/10.1016/j.eist.2016.04.004>
- Cherif R, Hasanov, F. & Pand, A. (2021). Riding the Energy Transition: Oil beyond 2040. *Asian Economic Policy Review* 16, 117–137. <https://doi.org/10.1111/aepr.12317>
- Clark, P. (2016). Renewables jump 70 per cent in shift away from fossil fuels. *Financial Times*, August 14. Retrieved October 04, 2016. <https://www.ft.com/content/67b20418-60cc-11e6-ae3f-77baadeb1c93>
- Corden, W. M. (1984). Booming Sector and Dutch Disease Economics: Survey and Consolidation. *Oxford Economic Papers*, 36(3), 359–380. <http://www.jstor.org/stable/2662669>
- Coronil, F. (1997). *The Magical State. Nature, Money, and Modernity in Venezuela*. University of Chicago Press.
- Dietrich, C.R.W. (2017). *Oil Revolution: Anticolonial Elites, Sovereign Rights, and the Economic Culture of Decolonization*, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781316717493>
- Dunning, T. (2008). *Crude Democracy: Natural Resource Wealth and Political Regimes*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511510052>
- Heller, P. R. & Mihalyi, D. (2019). *Massive and Misunderstood Data-Driven Insights into National Oil Companies*, NRGi. https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/massive_and_misunderstood_data_driven_insights_into_national_oil_companies.pdf
- McNeish, J.A, Logan, O.J. (2012). *Flammable Societies. Studies on the Socio-Economics of Oil and Gas*, Pluto Press.
- Manley D., Heller P.R. (2021). *Risky Bet. National Oil Companies in the Energy Transition*, NRGi. <https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/risky-bet-national-oil-companies-in-the-energy-transition.pdf>
- Marriott, J. & Macalister T. (2021). *Crude Britannia: How Oil Shaped a Nation*, Pluto Press.
- Mitchell, T. (2011). *Carbon Democracy: Political Power in the Age of Oil*. Verso.
- Olawuyi, D. S. (Ed.). (2022). *Climate Change Law and Policy in the Middle East and North Africa Region*, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003044109>
- Ross, B. & Worden, D. (2014). *Oil Culture*, University of Minnesota Press.
- Ross, L. M. (2012). *The Oil Curse: How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations*. Princeton University Press.
- Salas, M.T. (2009). *The enduring legacy: oil, culture, and society in Venezuela*. Duke University Press.

Sid Ahmed, A. (1988). Vers une théorie de l'industrialisation à partir de l'exportation et de la transformation des ressources naturelles : de la « staple theory » à la rente pétrolière. *Tiers-Monde*, 29(115), 715-812. <https://doi.org/10.3406/tiers.1988.3718>

Smith, B. (2007). *Hard Times in the Lands of Plenty: Oil Politics in Iran and Indonesia*. Cornell University Press.

Strønen, I. (2012). Development from below and oil money from above. Popular organization in contemporary Venezuela. In McNeish, J.A, Logan, O.J. (Eds.). *Flammable Societies. Studies on the Socio-Economics of Oil and Gas* (133-155). Pluto Press.

Terry Lynn, K. (1997). *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States*. University of California Press. <https://doi.org/10.1525/9780520918696>

Talahite, F. (2012). La rente et l'État rentier recouvrent-ils toute la réalité de l'Algérie d'aujourd'hui ? *Revue Tiers Monde*, 210, 143-160. <https://doi.org/10.3917/rtm.210.0143>

Vasquez, P. (2019). *Venezuela, pays hors service*, Buchet Chastel.

Wilson, S., Carlson, A. & Szeman, I. (2017). *Petrocultures: Oil, Politics, Culture*, McGill-Queen's University Press.